

Groupe Pays Niger

Journée de réflexion du 28 novembre 2005

Dates des événements passés ou à venir :

5^{ème} Jeux de la Francophonie : du 7 au 17 décembre 2005

Réunion du comité de pilotage ANIYA : 22 décembre 2005

Réunion du Groupe Pays Niger : vendredi 03 février 2006 (10h15 - 16h30)

Étaient présents :

Collectivités ou Comités de Jumelage :

Guillaume Légaut (Bonneville - Le Margouillat), Jean Megret (Communauté de communes Arguenon Hunaudaye), Jack Henry et Catherine Lenoel (Conflans-Ste-Honorine), Michèle Pasteur (Conseil général des Côtes d'Armor), Corinne Galerne (Conseil général de l'Essonne), Chantal Bourvic et Alice Kamenka (Conseil Général du Val de Marne), Jean-Louis Boy-Marcotte (Echanges avec Dogondoutchi), Joëlle Moulinat (Itteville), André Bussery et Elisabeth Selvi (Juvisy-Sur-Orge), Jean-Pierre Prigent (Saint Brieu), Marie-Agnès Labarre (Vert-le-Petit).

Autres institutions :

Caroline Bah (Afrique verte), François Laurent et Martine Frasnetti (Association Misola), Adeline Lescanne (Nutriset), Yaou Ibrahim (Programme d'action concertée ANIYA), Nicolas Eberhart (VSF-CICDA), Claude Raynaut (Anthropologue), Allélé Elhadj Habibou (Conseiller du Président de la République), Danielle Touré-Roberget (Eau vive), Lise Cheriff.(responsable associative), Mahaman Adamou (Rail/Ciedel), Charles Josselin (Président de Cités Unies France), Constance Koukoui et Astrid Frey (pôle Afrique, CUF), Chalotte Herouard (stagiaire au pôle Afrique, CUF).

Excusés :

Collectivités ou Comités de Jumelage :

Serge Granier (Andresy-Korgom), Michel Alex (Chalon sur Saone), Michel Faure (Conflans-Ste-Honorine), Noël Mamère (Bègles), Patrick Bouillet (Conseil Général des Côtes d'Armor), Pierre-Yves Le Chat et M. Le Drian (Conseil régional de Bretagne), Claude Gerwec (Conseil régional de Picardie), Robert Proudhon (Conseil général du Doubs), Franck Borotra (Conseil général des Yvelines), Christian Namy (Conseil général de la Meuse), Michel Fayolle (Itteville), Nathalie Bellevin (Louviers), Michel Le Goff (Morlaix), Jean-Marie Bockel (Mulhouse), Brigitte Bareges et Monique Valat (Montauban).

Annexes diffusées sur place :

- Présentation de l'Association " Echanges avec Dogondoutchi-Niger "
- Présentation du projet Misola
- Charte d'adhésion au projet Misola
- Description du projet Aide au Développement Artisanal à Tessaoua par le Commerce Équitable (ADATCE) de l'Association pour le Jumelage Conflans-Tessaoua (AJCT)

Introduction

Le Président souhaite la bienvenue aux participants et présente brièvement les objectifs de cette Journée de réflexion : donner aux acteurs de la coopération décentralisée au Niger des éléments de réflexion pour mieux prendre en compte l'amélioration de la sécurité alimentaire.

La première réunion du Comité de Pilotage " Fonds Niger ", qui était prévue en fin de journée, est reportée en raison de l'absence des collectivités qui ont abondé le fonds.

Des informations sur les activités du groupe pays Niger figurent en deuxième partie.

I- Journée de Réflexion

1. Le Niger, quelques repères

Un pays de paix et de quiétude sociale

Par Yaou Ibrahim, Secrétaire Général du programme concerté Aniya

✓ **Le pays et les hommes**

- Le pays est situé en Afrique de l'Ouest, en zone sahélienne ;
- 1.265.000 Km² (2,5 fois la France) ;
- 11 millions d'habitants avec un taux de croissance des plus élevés au monde environ 3,6 % ;
- Près de 70 % de la population a moins de 45 ans, avec 42 % femmes et 58 % hommes ;
- Moins de 40 % pour le taux de scolarisation ;
- Moins de 47 % pour le taux de couverture sanitaire,
- 80 % de la population vit en milieu rural (agriculteurs et éleveurs) ;
- 35 à 40.000 fonctionnaires.

✓ **Une démocratie en construction**

- les élections municipales, législatives et présidentielle (2004) se sont bien déroulées et non pas été contestées.
- un jeu démocratique dynamique : les institutions de la République sont en place ; la liberté d'expression et d'opinion est garantie ; la magistrature est indépendante.
- mais la pauvreté généralisée (177^{ème} pays selon l'Indice de Développement Humaine/PNUD en 2005) rend cette démocratie fragile.
- à ce jour, seul le niveau communal a été mis en place comme échelon de décentralisation en 2002 (265 communes : 213 rurales et 52 urbaines). Les Conseils municipaux ont été mis en place en février 2005. L'option retenue de la **communalisation** donne à la commune les caractéristiques suivantes : personnalité juridique et autonomie financière, compétences et ressources théoriquement transférées, moyens limités (financiers, techniques et humains).
- il importe de noter l'absence de services municipaux dans les communes.
- un catalogue de formations proposées par l'ancien HCRAD (devenu HCME) dans le cadre du Programme d'Appui au Démarrage de la Décentralisation au Niger (PADDEN)
- un des défis réside dans la mise en cohérence interministérielle et la mise en place d'instances spécifiques : réorganisation du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation avec une Direction des Collectivités Territoriales, création du Haut Conseil des Collectivités Territoriales.

✓ la coopération décentralisée Niger - France

Plusieurs échelons territoriaux français sont concernés :

- 12 communes françaises ;
- 1 communauté de communes ;
- 1 communauté d'agglomération ;
- 3 syndicats intercommunaux ;
- 2 conseils généraux ;

- En cours : 1 Communauté de Communes (Bois d'Oingt) ;
1 Conseil Général (Val de Marne) ;
- A venir : 2 Conseils Régionaux (Basse Normandie, Picardie) ;
1 Conseil Général (Haute Savoie).

Les domaines d'intervention de la coopération décentralisée sont divers :

- éducation,
- santé,
- échanges,
- appui institutionnel,
- développement rural,
- structure associative,
- micro-crédit,
- etc.

A l'occasion de la crise alimentaire de 2005, près de 162.000 € ont été mobilisés par les collectivités françaises.

Le Programme concerté ANIYA :

La quasi totalité des collectivités ci-dessus ont adhéré à ANIYA ;

Ce dispositif a été mis en place dans le cadre de CUF avec l'appui financier du ministère français des Affaires Etrangères et de l'Etat nigérien.

Deux objectifs :

a- Soutenir le développement de la coopération décentralisée au Niger

- en facilitant la mise en relation des collectivités territoriales françaises et nigériennes ;
- en apportant un appui transversal au renforcement durable des coopération décentralisée existantes.

b- Renforcer l'action des communes nigériennes en faveur du développement local

- en formant les acteurs des collectivités locales nigériennes : élu malien, échange sud-sud, etc.
- en soutenant les élus nigériens dans leur mission d'intérêt général.

Débat / Réflexions :

- L'extrême pauvreté des populations et la rareté voire l'absence d'infrastructures et de personnel minimal des communes notamment rurales.
- La mobilisation des ressources internes et externes au niveau national pour faire face aux nombreux besoins de mise en œuvre de ce grand chantier. Par exemple, les budgets de fonctionnement des communes sont encore incertains. Le rôle de la coopération décentralisée ne serait pas d'y pourvoir, mais d'appuyer les élus dans la recherche de recettes : par exemple, la vente à prix modéré de l'aide alimentaire plutôt qu'une simple distribution peut y contribuer.
- La juxtaposition de plusieurs pouvoirs sur un même territoire : le pouvoir traditionnel (chefferie traditionnelle), le pouvoir moderne (le maire) et l'autorité administrative (le préfet).
- La mobilisation de compétences nigériennes et de la sous-région pour la réalisation des formations permet d'éviter une modélisation trop française.
- La coordination des différents acteurs intervenants dans le domaine de la décentralisation, qui n'ont pas toujours une cohérence et une méthodologie claires.

2. Eléments d'analyse de la crise alimentaire au Niger ; rappel des déficits constatés et de leurs conséquences ; présentation d'Afrique verte et de ses actions hors et dans ce contexte

Par Caroline Bah, Directrice d'Afrique verte

- Analyse de la crise alimentaire

✓ La production agricole au Niger

La population compte 12 millions d'habitants, les besoins en céréales pour couvrir les besoins nationaux sont estimés à 3 millions de tonnes.

Le Niger est rarement autosuffisant en céréales puisque la production n'atteint quasiment jamais ce niveau (excepté la récolte 2003, particulièrement bonne). Le pays importe ce qui lui manque (en moyenne sur les 10 dernières années : 300.000 tonnes par an, soit seulement 10% des besoins locaux), ce qui lui permet d'assurer globalement sa sécurité alimentaire. Il faut noter que les aides alimentaires représentent des volumes insignifiants (en moyenne sur les 10 dernières années 12.000 tonnes par an, soit moins de 1% des besoins).

✓ Les récoltes 2004

La crise alimentaire de l'été 2005 résulte des mauvaises récoltes réalisées fin 2004.

La campagne agricole 2004 a été médiocre : déficit pluviométrique, aggravé par une invasion acridienne importante. Les spécialistes s'accordent à dire que les mauvaises récoltes sont dues à 70% au déficit pluviométrique et à 30% par l'invasion acridienne qui, au Niger, a fait des ravages particulièrement importants sur les pâturages. Le déficit fourrager est estimé à un niveau record : plus de 35% des besoins.

En décembre 2004, les productions disponibles au Niger ont été estimées à 2.541.000 tonnes de céréales. Elles sont équivalentes à celles de 1999 ou 2001, elles sont très supérieures à celle de 2000, mais moins bonne qu'en 2003.

Alors pourquoi une telle crise ?

La presse a annoncé que le Niger accusait un déficit céréalier équivalent à seulement 7,5% des besoins nationaux (225.000 tonnes). Certains se sont même étonnés qu'un " si petit déficit " puisse engendrer une " telle famine "...

Le chiffre annoncé est celui du bilan céréalier, outil utilisé par les services techniques pour estimer la campagne. Le calcul du bilan céréalier est complexe, il intègre nombre de données prévisionnelles ou estimées, comme les stocks de début de campagne résultant de l'excédent ou du déficit de l'année antérieure, les stocks de fin de campagne qu'il faut nécessairement garder pour les semis, les importations, les exportations.... Le bilan céréalier n'est qu'un calcul, avec sa marge d'erreur et d'incertitude.

On constate que le bilan céréalier calculé dans chaque pays sahélien par de nombreux spécialistes permet d'avoir une image de la production céréalière nationale relativement correcte, mais qu'il intègre mal le contexte sous régional et régional et l'économie globale des ménages. Des progrès restent à faire pour mieux anticiper l'ampleur des crises. Les services spécialisés nationaux et internationaux devront en tirer des leçons.

→ **Famine en 2005 au Niger ?**

Ce fut une année de crise alimentaire grave, sérieuse et sévère, même s'il ne paraît pas adéquat de parler de famine.

Dans ce cas, comme toujours, ce sont les plus faibles qui souffrent le plus de la disette, en particulier les enfants. Le déficit alimentaire a été amplifié par l'extrême pauvreté qui se décline à tous les niveaux, par le manque de ressource monétaire, les problèmes d'accès à une eau saine et potable, la difficulté d'accès aux soins, en particulier en cette saison pluvieuse qui entraîne une recrudescence de paludisme et diarrhées chroniques... Certains parlent aussi des aspects culturels de la malnutrition, principalement au moment du sevrage, en particulier dans la région de Maradi au Niger qui a été mise sous le feu des projecteurs.

L'amélioration de la sécurité alimentaire au Niger ne se fera pas uniquement avec une politique de production céréalière mais bien avec une réduction de la pauvreté, dans sa globalité, ce qui comprend une amélioration des revenus, mais aussi l'accès à l'eau, aux soins, à l'éducation en règle générale mais aussi à une éducation nutritionnelle...

→ **Les mesures prises par l'Etat nigérien et ses partenaires**

Au Niger, le suivi de la situation alimentaire est mensuel, précis, fiable et... coûteux. Le dispositif national de prévention des crises alimentaires et risques de catastrophe est assez impressionnant, il a été élaboré en étroite collaboration avec le groupe des " donateurs ".

Le dispositif comprend, entre autres, un stock national de sécurité (environ 30.000 tonnes de céréales) et une enveloppe financière pouvant être mobilisée en cas d'urgence.

Dès fin 2004, l'Etat nigérien a donné l'alerte : " un tiers de la population est affecté par le déficit, soit 3.600.000 personnes " et a déclenché une série de mesures visant à atténuer la crise (ventes de céréales à prix social). Au fur et à mesure de l'avancement de la campagne, les interventions se sont multipliées, mais cela n'a pas suffi à juguler la crise.

En juin, la pression devient plus importante. Des " urgentistes " donnent l'alerte. Les médias transmettent leurs appels. La mobilisation s'accroît. En juillet, les ventes à prix modéré font place aux distributions gratuites. Mais c'est bien tard. Si l'argent arrive, on ne trouve plus de céréales à acheter localement. Si des avions cargos apportent des vivres, elles sont souvent inadaptées aux besoins ou mal distribuées. La saison des pluies est là, des routes sont coupées...

Bien sûr, l'Etat et les partenaires ont réagi rapidement, dès l'annonce du déficit fin 2004, mais les interventions n'ont pas été à la hauteur du déficit annoncé. Une analyse sous régionale aurait dû inciter l'Etat et les partenaires à acheter des céréales sur le marché mondial, dès début 2005, et non à attendre la saison des

pluies pour chercher à s'approvisionner en Afrique de l'Ouest où les stocks étaient réduits à une peau de chagrin.

- **L'action d'Afrique Verte pendant la crise**

Dès fin 2004 - début 2005, Afrique Verte a été contactée par différents partenaires pour réaliser des actions d'atténuation de cette crise, en particulier par des coopérations décentralisées et des donateurs individuels, non seulement au Niger, mais également au Mali et au Burkina où elle intervient.

Spécifiquement au Niger, les organisations paysannes ont été pourvues à prix subventionné (environ 300 tonnes). Elles ont géré elles-mêmes ces stocks qu'elles ont vendus à prix social. Pour les opérations initiées avant l'hivernage, avec les recettes, elles ont pu faire 2 ou 3 rotations, suivant les cas.

Alors que l'association ne conduit généralement pas de programme d'urgence, nous avons consacré l'équivalent de 10% de notre budget dans ces actions en 2005.

Globalement, ces activités ont été conduites sans frais de gestion supplémentaire, puisque les personnels en charge de conduire ces actions spécifiques, étaient pris en charge sur des programmes annuels de développement.

Débat / Réflexions :

Il est important de mentionner qu'Afrique Verte peut proposer des formations sur la gestion de la sécurité alimentaire au niveau local.

Pour le moment, aucune opération en partenariat " technique " au niveau de la coopération décentralisée n'est mise en place au Niger par Afrique Verte.

En ce qui concerne les récoltes à venir, aucune catastrophe n'est pour le moment à craindre. Un rééquilibrage national demeure possible. Les années excédentaires existent au Niger, tout dépendra de la pluviométrie.

Au niveau de la coopération décentralisée, il a été rappelé qu'un Haut Conseil des collectivités est en place au Niger ainsi qu'un conseil économique et social.

Un problème important a aussi été évoqué celui de l'action dans l'urgence. Il ne faudrait pas seulement réagir dans ce cadre mais davantage se concentrer sur le développement. Un dialogue doit donc être instauré pour conduire, sur du long terme, des actions de développement.

3. L'agriculture au Niger : crise et mutation. Propositions pour une stratégie d'appui aux innovations et de réduction de la vulnérabilité.

Par Claude Raynaut, anthropologue, ancien directeur de recherche au CNRS

Une crise aux multiples facettes

La crise qui vient de se produire cette année au Niger n'est pas la conséquence d'une série d'accidents isolés. Au contraire, elle est la résultante d'une situation durable et complexe de déséquilibre écologique, économique et social.

Même s'il apparaît évident que cette crise soit liée à des causes climatiques et démographiques, il existe d'autres phénomènes tout aussi fondamentaux.

- Le repli sur les activités agricoles et pastorales d'une économie autrefois hautement diversifiée, notamment après l'interruption des trafics trans-sahariens au début du XXe siècle.

- La multiplication des usagers des ressources naturelles et la tension entre leurs intérêts (augmentation des superficies cultivées, multiplication des troupeaux, non respect des règles de bonne conduite qui permettent au pastoralisme de préserver le milieu qu'il exploite, confrontation d'intérêts concurrents)
- Les Sociétés rurales sont en profond changement, s'émancipant des traditions familiales mais découvrant des nouvelles formes d'inégalité et de précarité.

□ Face à la crise, des sociétés rurales innovantes

On est donc face à une crise prolongée des sociétés agricoles locales, dans leur fonctionnement interne et dans les relations qu'elles entretiennent avec leur milieu.

Mais une mutation est en cours dans bien des endroits au Niger. En même temps que la végétation se transforme, les agriculteurs déploient un incroyable dynamisme face aux nouveaux défis devant lesquels ils sont confrontés. Des stratégies destinées à réduire la vulnérabilité émergent au niveau familial (héritage non divisé) comme au niveau villageois (Caisse d'épargne, caisse d'entraide).

Il est donc important de soutenir tant au niveau local qu'au niveau régional et national le dynamisme qui se manifeste au sein de la société nigérienne paysanne. Il faudrait aider à la création d'un environnement plus favorable aux initiatives locales, plutôt que de penser à apporter des solutions conçues à l'extérieur.

□ Comment appuyer les dynamiques en cours ?

- Ne pas arriver avec des solutions toutes faites
- Mobilisation et coopération de partenaires aux expériences et aux compétences variées (création de commissions de partenariat au niveau local)
- Ne pas aborder les problèmes de manière sectorielle c'est-à-dire ne pas séparer les problèmes de l'agriculture de ceux de l'élevage ou encore protéger les personnes les plus vulnérables)
- La réponse aux problèmes ruraux doit rester inséparable de la prise en compte des problèmes urbains.

□ Au niveau de la coopération décentralisée, l'ouverture est à rechercher en :

- ➔ Intégrant une perspective plus large de développement local associant les communes rurales avoisinantes lors de la conception des plans de développement communal.
- ➔ Appuyant à la constitution d'équipes de partenaires locaux
- ➔ Soutenant les réseaux d'échanges de compétences et d'expériences entre paysans, techniciens, chercheurs,...

Débat / Réflexions :

Au Niger, il se pose le problème des eaux salées qui stérilisent les terres. Beaucoup de projets de développement, qui n'ont pas tenu compte de certaines exigences locales, ont ainsi échoué. Il est très important d'être à l'écoute des agriculteurs nigériens. C'est donc une ouverture plus grande qui est, avant tout, à préconiser.

D'autre part, persiste le problème de la gestion d'un fleuve transnational. De grands travaux sont nécessaires et une réflexion importante s'impose car le fleuve Niger connaît des irrégularités de débit.

Il est important de noter la forte croissance démographique au Niger. Une délégation de Tunisiens est d'ailleurs intervenue pour aborder leur politique sur le sujet.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la décentralisation ne pourra pas être correctement mise en place si l'on ne donne pas plus de moyens aux élus.

4. L'élevage au Niger ; action de VSF-CICDA ; possibilités d'action des partenariats

Par Nicolas Eberhart, Chargé de programmes Agronomes et Vétérinaires Sans frontières

Nombreuses sont les contraintes au Niger au niveau de l'élevage, que se soit au niveau de l'accessibilité aux pâturages, au niveau de la diminution des ressources pastorales ou encore au niveau sanitaire.

Des actions sont possibles pour améliorer ces conditions. M. Eberhart en a énuméré certaines, à plus ou moins long terme.

En ce qui concerne la crise subie au Niger dans cette zone.

- On a constaté un déficit hydrique et de pâturage en 2005. Il a été très difficile de nourrir correctement les animaux ce qui a entraîné une baisse de production. Pour les zones enclavées, ce fut particulièrement pénible
- La perte réelle des cheptels n'a pas pu être estimée mais on déplore un mauvais état sanitaire (il y aurait un besoin d'une campagne déparasitage couplée avec une campagne santé humaine mais il persiste le problème de trouver une ONG santé post crise). Des systèmes de micro crédits seraient particulièrement utiles pour régénérer les troupeaux.

Débat / Réflexions :

Quelques conseils d'interventions en situation de crise ont été abordés en fin de présentation. Il est très important de bien mesurer l'importance de la crise et d'adapter en conséquence les actions à réaliser.

Un travail de fond est nécessaire sur le développement rural comme prévention des situations de crise, sur le développement agricole, sur le renforcement de la participation de la société civile. L'approche locale doit donc être privilégiée.

5. Mise en place d'une production de " plumpy'nut " au Niger

Par Adéline Lescanne, Chef de Projet, Nutriset

Nutriset a été créé en 1986 dans le but de fabriquer et de vendre des produits contre la malnutrition sévère en partenariat avec Médecins sans frontières et Action contre la Faim.

Plumpy'nut, dont la création remonte à 1995, est un produit déjà prêt qui ne nécessite pas l'utilisation d'eau et donc n'entraîne pas le développement de certaines bactéries.

L'idée principale est que la production se fasse à un niveau local. Des partenaires se trouvent au Niger, sous réseau de franchisés avec l'utilisation d'un produit breveté, gage d'une qualité contrôlée.

Le but est d'arriver à une prévention des groupes vulnérables, à toucher toutes les zones ; même les plus reculées pour ensuite développer un réseau à travers l'Afrique entière.

Un produit fabriqué au Niger n'est pas moins cher qu'un produit fabriqué en France. Les seuls problèmes actuellement résident dans le passage des machines à la douane et à faire tomber les réticences de certains à se procurer des produits fabriqués localement.

6. Le projet Misola : lutter contre la malnutrition des enfants avec les ressources du pays

Par François Laurent et Martine Frasnetti, Association Misola

L'Association Misola a, elle aussi, vocation à intervenir au niveau de la malnutrition mais dans des situations peut être moins sévères, avec pour ressources toujours celles du pays. Le projet Misola est un projet de développement alliant un volet Santé publique en faveur de l'enfance africaine et de toute précarité alimentaire et un volet économique, au bénéfice des associations féminines et de l'agriculture locale, basé sur la fabrication artisanale de farine.

Ce projet a été mis en route dans plusieurs pays d'Afrique, en particulier au Burkina Faso. En ce qui concerne le Niger, les pouvoirs publics ont reconnu le projet.

Certains organismes et ONG nigériennes ont déjà pris connaissance de la farine Misola et le projet peut bénéficier de l'appui du FSD.

Le projet présente la particularité de proposer une fabrication artisanale décentralisée par des unités de production artisanale (U.P.A). Cette création d'infrastructures décentralisées permet un maillage du territoire, ce qui a pour effet d'induire un double impact économique en valorisant les ressources agricoles locales et en créant des emplois.

L'association Misola constitue une référence au niveau des autorités nationales et des financeurs et elle est seule garante de la cohérence d'un projet couvrant plusieurs pays.

Le projet est à la disposition des associations africaines qui souhaitent rejoindre le réseau des UPA et les partenaires associatifs ou les jumelages constituent le cadre de développement de ces projets.

Débat / Réflexions :

La question de l'emballage a été soulevée. Le plastique reste pour le moment la seule solution pour résister aux insectes et à l'humidité. Mais une réflexion reste à mener à ce sujet pour pallier le risque, à terme, de pollution.

7. La valorisation de la ressource en eau : Expérience de maîtrise des eaux de ruissellement

Par Jean-Louis Boy-Marcotte, Président de l'Association " Echanges avec Dogondoutchi "

Jean-Louis Boy-Marcotte a principalement en charge la cellule de Maîtrise des Eaux de Ruissellement. (MER). Cette cellule regroupe des membres du comité Orsay-Doutchi et des techniciens de la mairie de Dogondoutchi.

L'association de jumelage a financé le transfert de savoir faire grâce à Joel Carette, ingénieur d'Evry, et la population a construit plus de 1500m de digues filtrantes avec les matériaux et les moyens locaux.

L'objectif de cette association est de favoriser l'initiative et la responsabilité individuelle et collective pour une gestion autonome des projets, en s'appuyant sur l'existence de groupements de type coopératif.

Les enjeux principaux, dans le cadre de cette action particulière, furent la lutte contre l'ensablement et les inondations, et le développement des surfaces cultivables.

Ce sont les habitants de Doutchi qui ont demandé à l'Association d'Orsay de voir ce qu'il était possible de faire pour lutter contre l'inondation de la ville pendant la saison des pluies.

En mars 2002, les techniciens de la mairie et l'équipe projet M.E.R. ont écrit un cahier des charges précis de toutes les nuisances engendrées par le ruissellement lors des courtes mais violentes précipitations.

En s'appuyant sur ces compétences, l'Association a alors élaboré à partir du cahier des charges établi par les habitants de Doutchi, un programme pilote pour réaliser en 2002 et 2003 une première étape

d'aménagements des versants des collines de Douchi. Le RAIL est intervenu pour soutenir ce projet Il a fallu procéder à plusieurs séries de prises de vue aériennes, avec l'aide de l'armée de l'air Niger, dans le but de définir les zones à aménager.

L'implantation et le calcul des digues filtrantes s'est fait à partir de l'interprétation des cartes et après discussion avec les populations.

Ce projet consiste à retenir l'eau sur les bassins versants par des murets filtrants de pierres sèches afin de limiter le débit des crues, et faire infiltrer l'eau dans la pente avec un triple but :

- Réduire les mares dans la partie basse de la ville.
- Rendre cultivables les bassins versants en remontant le niveau de la nappe phréatique.
- Limiter l'érosion des collines et empêcher l'ensablement des mares.

Cette mobilisation collective a permis de passer du projet à la réalisation en moins d'un an.

8. Débat d'ensemble sur les actions possibles de la coopération décentralisée

- ➔ De nombreuses actions restent à mener face à la précarité alimentaire qui règne encore au Niger,
- ➔ Le rôle des médias a souvent été soulevé lors de cette réunion. D'où un renforcement souhaitable de l'information des collectivités et des élus.
- ➔ Charles Josselin a également précisé que la coopération franco-nigérienne, principalement orientée vers le milieu rural, ne devait pas oublier les mouvements d'urbanisation. L'appui à la décentralisation reste lui aussi un domaine à privilégier, sachant qu'une aide importante du Fonds Européen de Développement et de la Banque Mondiale a été débloquée.
- ➔ La journée aura permis, principalement, l'échange d'informations et surtout une prise de contact qu'il faudra essayer de faire perdurer dans le temps. Une prochaine journée de travail du groupe Niger devrait permettre d'en tirer des conclusions opérationnelles.

Coordonnées des intervenants

<p>Yaou IBRAHIM Secrétaire Général Programme d'Action Concertée Aniya Immeuble ex-BDRN, porte 1-1 BP 13571 Niamey – NIGER Tel : (Bur) 227 33 03 88 (Gsm) 227 96 80 90 aniyacoopdec@yahoo.fr</p>	<p>Caroline BAH Directrice Afrique Verte 12/20 rue Voltaire 93 100 Montreuil Tel : 01.42.87.06.67 Fax : 01.48.58.88.13 afriqueverte@wanadoo.fr caroline.bah@libertysurf.fr</p>
<p>Claude RAYNAUT Directeur de recherche du CNRS (à la retraite) - Anthropologue. 19 rue Pédroni 33000 Bordeaux Tel. 05 56 93 19 81 craynaut@hotmail.com</p>	<p>Nicolas EBERHART Chargé de Programmes Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA) 58, rue Raulin 69361 Lyon Cedex 07 Ligne Directe (33) 04.78.69.67.95 Fax (33) 04.78.69.79.56 n.eberhart@avsf.org www.avsf.org</p>

<p>Jean-Louis BOY-MARCOTTE ÉCHANGES AVEC DOGONDOUTCHI-NIGER 30, avenue Parrat 91400 Orsay Tel : 01 60 14 74 73 boy-marcotte@wanadoo.fr http://doutchiorsay.free.fr/</p>	<p>Adeline LESCANNE Plumpy'nut in the field - <i>Project Manager</i> NUTRISET BP 35 - le Bois-Ricard - 76770 Malaunay France Tél. +33.(0)2.32.93.82.82 Fax : +33.(0)2.35.33.14.15 PLUMPYFIELD@nutriset.fr</p>
<p>Dr François LAURENT Association Misola 12 rue des Soupirants 62100 CALAIS France Tel : 03 21 35 51 00 misola@wanadoo.fr misola-f.laurent@wanadoo.fr</p>	<p>Martine FRASNETTI Déléguée Association Misola pour le Niger Tél : 01 64 34 76 25 martine.frasnetti@wanadoo.fr Contact sur place : Mme Fati Alphonse (misolaniger@yahoo.fr). www.misola.org</p>

II Le Groupe Pays Niger

1. Calendrier

-Réunion du comité de pilotage ANIYA le 22 décembre 2005 (10h-13h)

-Réunion du Groupe Pays Niger le 03 février 2006 (10h15-16h30), avec si possible le comité de pilotage du fonds d'aide d'urgence pour le Niger lancé par Cités Unies France

2. Comité de pilotage ANIYA

Un accord de principe sur le financement de la suite du projet a été donné par le ministère français des Affaires Etrangères.

Yaou Ibrahim, après avoir fait le tour des différentes collectivités en France qui entretiennent un partenariat avec le Niger, a senti une dynamique plus forte que lorsqu'il était venu en 2003. Il y a, en règle générale, une meilleure compréhension du programme.

3. Mise à disposition, de manière gratuite, du DVD concernant le partenariat entre le Département des Côtes d'Armor et le département de Tchirozérine.

1 DVD par collectivité. Contact : Michèle Pasteur (pasteurmichele@cg22.fr)

4. AJCT /ADATCE

L'Association pour le Jumelage Conflans Tessaoua a initié, depuis 2003, en visant des objectifs de développement durable et d'aide économique, le projet Aide Au Développement Artisanal À Tessaoua Par Le Commerce Équitable), qui, en dépit de son succès, rencontre toutefois un grand nombre de problèmes :

Formation spécifique des artisans (gestion mais aussi fabrication adaptée à ce type de commerce), transport, commercialisation adaptée. Ce type de projet répond au souci de diversification de l'économie locale. Il s'adapte à une production déjà existante, et indissociable de la vie économique locale.

L'abondance de main d'œuvre du Niger en fait un terrain très propice à ce type de production.

Il nous semble qu'une mutualisation de la réflexion et des moyens avec les autres villes ou associations jumelées au Niger s'intéressant ou souhaitant s'intéresser à ce sujet serait d'une grande aide. Nous pourrions imaginer une formation spécifique des artisans. Nous trouverions probablement, ensemble, les moyens de la mettre en œuvre. Les transports, très complexes, pourraient être organisés collectivement. La gestion des paiements, de matières premières et de main d'œuvre pourrait être relayée localement de façon beaucoup plus efficace par un organe conçu à cet effet.

Il reste à "inventer l'organe" qui servirait ces fonctions. Notre petite association n'a pas les moyens humains et financiers de mettre en œuvre cette proposition, qui implique d'ailleurs beaucoup plus de bonne volonté et d'implication que de finances. C'est pour l'invention et la mise en action de cet organe que nous sollicitons aujourd'hui votre attention.

Par ailleurs cette proposition est soutenue par le fait que Mme Hadiza ALFARI SALEY, étudiante nigérienne à Lyon aux côtés de Mahaman ADAMOU (RAIL), a contacté récemment l'AJCT pour faire son stage et son mémoire sur le commerce équitable, à partir de notre projet ADATCÉ, et souhaite le relier à la coopération décentralisée au Niger. Son travail pourrait balayer l'ensemble de ces questions et servir d'approche argumentée à notre réflexion et nos actions. La Mairie de Conflans et l'AJCT ont accueilli sa demande de stage tout à fait positivement, mais il nous semble qu'il serait très intéressant pour son travail, et pour le groupe pays Niger, dans l'optique citée plus haut, que nous y participions conjointement. Compte tenu de l'horaire, le débat sur cette question est reporté à la prochaine réunion du groupe Pays Niger.